

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASTEL FRERES

Domaine de l'Hyvernière
44330 La Chapelle-Heulin

Références : N4-2025-248-RI

Code AIOT : 0006302050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement CASTEL FRERES implanté Domaine de l'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTEL FRERES
- Domaine de l'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin
- Code AIOT : 0006302050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site consiste à stocker, vinifier et embouteiller du vin. Le site est autorisé à embouteiller 1.500.000 hl/an.

L'exploitant est en cours de mise en place d'une unité de désalcoolisation du vin.

Thèmes de l'inspection :

- Vérifications des installations électriques
- Modalités du projet de désalcoolisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
3	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective
4	Points à voir - PAC projet de désalcoolisation	Courrier complétant le PAC initial en date du 06/02/2025	Demande d'actions correctives

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	vérification des installations électriques et plan d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra apporter attention à ses contrôles des installations électriques (respect de la fréquence de contrôle, prise en compte du zonage ATEX et suivi du plan d'actions).

S'agissant du projet de désalcoolisation, l'inspection a permis de préciser les compléments attendus de la part de l'exploitant et les modalités de maîtrise des risques à mettre en œuvre par l'exploitant en tant que mesures compensatoires (par rapport à l'absence de mur coupe feu).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification des installations électrique (Apave, 05/06/24). Il présente le précédent rapport de vérification (Apave, 02/22) ce qui signifie une durée de 2 ans entre les deux derniers contrôles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à faire contrôler annuellement ses installations électriques sous peine de proposition de suites administratives en cas de nouveau manquement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : vérification des installations électriques et plan d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification des installations électrique (Apave, 05/06/24) : 51 non-conformités y sont relevées, dont 29 sont des nouveaux constats par rapport au contrôle précédent. L'exploitant présente le document Q18 associé (Apave, 05/06/24). 6 points sont relevés comme pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion : l'exploitant présente son plan d'actions de résorption de ces 6 non-conformités : au 30/01/25, les 6 non-conformités avaient été levées.

L'exploitant présente le Q19 (contrôle par thermographie, Apave, 28/10/24) : une anomalie y est constatée, qui a ensuite été levée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour la levée des 51 non conformités, l'exploitant adressera son document de suivi pour la levée des non-conformités, en y faisant figurer la hiérarchisation de l'importance des non-conformités en termes de délai de mise en conformité. L'exploitant est invité à définir une procédure interne visant à déterminer les délais de mise en conformité en fonction de la gravité des constats. L'exploitant doit être en mesure de justifier de la prise en compte des écarts relevés et du suivi des travaux (ce que l'exploitant indique pouvoir réaliser à partir de sa GMAO).

Type de suites proposées : Demande d'action corrective

N° 3 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Matériels utilisables en atmosphères explosibles.

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le rapport de contrôle (Apave, 05/06/24, p.12) indique que le plan des zones ATEX n'a pas été fourni par l'exploitant.

Or le site comporte, dans sa station d'épuration des eaux usées (éloignée des bâtiments principaux), un zonage ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à fournir son zonage ATEX lors du prochain contrôle de vérification des installations électriques.

Ceci sera d'autant plus nécessaire dans le cadre des nouvelles installations de désalcoolisation (introduisant de nouvelles zones ATEX selon les déclarations de l'exploitant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Points à voir - PAC projet de désalcoolisation

Référence réglementaire : Courrier complétant le PAC initial en date du 06/02/2025

Thème(s) : Remarques sur le PAC version V2

Prescription contrôlée :

Point 1 :

- règle de classement 1532 erronée dans le PAC
- installations de combustion raccordables ?

Point 2 : le plan fourni n'est pas un plan détaillé des équipements

Point 3 :

- Absence d'indication sur débit max journalier

Point 4 : dispositions pour empêcher écoulement de liquide en feu

Point 5 : (explication lié à feu d'alcool avec résultat issu de Flumilog)

- Durée de vérification périodique des tuyauteries

Point 6 :

- Moyens de confinement des eaux d'extinction : précision sur volume utile disponible en permanence
- Pression des Poteaux Incendie
- émulseurs

Point 7 :

- séparation physique sur les canalisations ?
- présence de combustible dans cuverie ?

Constats :

Les points suivants du PAC sont précisés lors de l'inspection :

- règles de calcul au titre de la rubrique 1532 à reprendre
- rappel des dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 05/12/16 relatif à la rubrique 1532 à justifier dans le PAC : " Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. Le stockage doit être à au moins 6 mètres des limites de l'établissement, de manière à permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie."
- installations de combustion : préciser les installations raccordables selon les règles fixées dans la fiche combustion 2910 et en déduire les dispositions applicables à chaque installation de combustion ; selon les échanges sur site, sont soumis à l'arrêté ministériel 2910A les équipements suivants : les 2 Chaudières dans le local chaufferie (Brûleur de 1873 kW pour la chaudière actuelle Babcock et Brûleur de 1506 kW pour la chaudière à venir) et le Thermigaz du local chaufferie 1199 kW
- un plan plus détaillé des équipements de désalcoolisation sera ajouté au dossier (avec matérialisation des sens d'écoulement)
- justificatifs de la mesure des débits des poteaux en incendie en simultanée
- consommation d'eau : les débits (maximal journalier et moyen mensuel) sont respectés selon l'exploitant. Les dépassements observés durant l'été 2024 étaient liés au fonctionnement dégradé de la gestion des eaux pluviales et usées durant cette période
- un travail est prévu en 2025 par l'exploitant (avec le bureau d'études GES) sur les prélèvements et rejets en eau, qui conduira ultérieurement à une demande d'actualisation au préfet (avec prévision de réalisation d'une étude hydrique d'ici le 31 décembre 2025 qui sera reprise sous forme de prescription dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en cours de préparation pour la gestion du PAC désalcoolisation)
- Rétention sous les cuves extérieures d'alcool :
 - une procédure est à établir pour la gestion des vannes guillotine et pour la gestion des eaux pluviales
 - un système de détection de liquide (ou spécifique alcool) est à prévoir
- installations de désalcoolisation intérieures :
 - dispositifs siphoniques à prévoir dans les 2 caniveaux en limite de zone
 - ceinturages sur les flancs de la zone
 - engagement à ce que les équipements soient en vide en dehors des phases de production
 - justificatifs que la zone est bien couverte par une détection incendie et qu'il y aura un opérateur en permanence dans la zone en cas de production
 - engagement à réaliser un contrôle annuel des tuyauteries dans le caniveau technique
 - équipement ("dos-d'âne") pour limiter un écoulement autour de la cuve de 1m³
 - engagement à éloigner tout combustible (palettes, cartons, etc) d'au moins 10m de la zone d'épandage de liquide
- bassin de confinement des eaux d'extinction :
 - le matériel nécessaire à l'obturation est à localiser en proximité de la vanne (avec

réflexion à conduire quant à l'opérabilité du dispositif quelles que soient les circonstances (notamment de nuit) – une signalisation des dispositifs est à prévoir (avec indication éventuelle du sens de fermeture de vanne)

- le bassin d'orage en aval du BREI, non imperméabilisé, ne peut assurer la fonction de confinement des eaux d'extinction
- un dispositif d'obturation de la surverse du BREI est donc le cas échéant à prévoir
- le volume utile du BREI est à préciser au regard de la topographie du site, de la position des dispositifs d'alimentation/ surverse/ de mise en charge de réseaux et est à comparer aux besoins déterminés à l'aide de la méthodologie D9A
- les dispositifs d'extinction de feu d'alcool, en intérieur et en extérieur (émulseurs), sont à préciser en lien avec les services du SDIS
- l'exploitant doit établir une consigne pour la mise en confinement du site, définir dans quel cas cette mise en confinement doit être réalisée, définir les intervenants à mobiliser en cas de telle situation et réaliser des exercices réguliers,

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adresse une nouvelle version du rapport à porter à connaissance avec ces précisions

Type de suites proposées : Demande d'actions correctives